

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

SEGMENT D'ACHATS :

41.07.04 Prestations labo, mesure, analyse, essai, contrôle

CCP n° :	ARS974-MP2025-003
Objet du marché public :	CONTROLE SANITAIRE DES EAUX
Forme du marché public :	Accord cadre à bons de commande
Mode de passation :	Appel d'offres ouvert Conformément aux articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.
Code CPV :	71620000-0 Services d'analyses
Entité d'achats :	ARS La Réunion LA REUNION

Le présent cahier des clauses particulières comprend **51** pages numérotées de **1** à **51** et 18 annexes.

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES	5
1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES	6
ARTICLE 2. OBJET, MONTANT ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC	6
2.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	6
2.2 MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC	7
2.3 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC	7
2.4 MARCHÉS SIMILAIRES	8
2.5 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	8
2.6 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ	10
ARTICLE 3. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
3.1 MESURES DE PRÉVENTION	10
3.2 OBLIGATIONS À RESPECTER - OBSERVATION DES MESURES DE SÉCURITÉ	11
3.3 DÉFAILLANCE	11
3.4 ASSURANCE	12
3.5 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION	12
3.6 PERSONNEL	12
3.7 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES	14
3.8 SOUS-TRAITANCE	15
3.9 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES	16
3.10 FERMETURE TEMPORAIRE DES SITES ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS	
ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.	
ARTICLE 4. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC	17
4.1 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE	17
4.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION	17
4.3 OPERATION DE VERIFICATION	17
ARTICLE 5. GARANTIE	18
5.1 GARANTIE TECHNIQUE	18
5.2 RETENUE DE GARANTIE	18
ARTICLE 6. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT	18
6.1 FORME DES PRIX	18
6.2 CONTENU DES PRIX	18
6.3 NATURE DES PRIX	18
6.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC	20
ARTICLE 7. RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC	20
7.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT	20
7.2 MODE DE RÈGLEMENT	20
7.3 AVANCE	21

7.4	ACOMPTE	21
7.5	RÈGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF.....	21
7.6	DÉLAI DE PAIEMENT	21
7.7	INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECouvreMENT	21
7.8	MODALITÉS DE FACTURATION	21
7.9	SOLDE.....	22
7.10	CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES	23
7.11	CESSION DU MARCHÉ PUBLIC	23
ARTICLE 8. PÉNALITÉS		23
8.1	PÉNALITÉS DE RETARD.....	24
8.2	TABLEAU DES PENALITÉS	24
8.3	ADMISSION, AJOURNEMENT, RÉFACTIONS ET REJET	25
8.4	MODALITÉS DE RÉSILIATION.....	25
8.5	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	25
8.6	AUTRES RÉSILIATIONS.....	26
ARTICLE 9. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES ET DES DIFFÉRENDS		26
9.1	LE CADRE GÉNÉRAL.....	26
9.2	RÈGLEMENT D'UN DIFFÉREND PAR LA MÉDIATION.....	26
ARTICLE 10. LITIGES ET CONTENTIEUX.....		27
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....		27
ARTICLE 12. OBJET DES PRESTATIONS DE L'ACCORD CADRE		28
ARTICLE 13. DESCRIPTION DES PRESTATIONS		29
ARTICLE 14. OBLIGATIONS DU / DES TITULAIRE(S).....		30
14.1	CONDITIONS À REMPLIR PAR LE(S) CANDIDAT(S)	30
14.2	OBLIGATION D'AGREMENT.....	31
14.3	DÉSIGNATION DU RESPONSABLE TECHNIQUE	32
14.4	INFORMATION IMMEDIATE DE L'ARS LA RÉUNION	32
14.5	CONFIDENTIALITÉ	33
ARTICLE 15. DISPONIBILITE DU / DES TITULAIRE(S).....		33
15.1	RÉALISATION DES PRELEVEMENTS	33
15.2	ACCUEIL TELEPHONIQUE	33
ARTICLE 16. MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES		33
16.1	PRESTATIONS COURANTES.....	33
16.2	PRESTATIONS EN URGENCE EN JOURNÉE	34
16.3	PRESTATIONS HORS HEURES OUVRÉES.....	34
16.4	PRESTATIONS EN CAS D'ALÉA CLIMATIQUE MAJEUR	35

ARTICLE 17. MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ EN SITUATION EXCEPTIONNELLE	35
ARTICLE 18. MODALITÉS D'ÉCHANGES DE DONNEES INFORMATIQUES	35
ARTICLE 19. MODALITÉS DE REALISATION DES PRELEVEMENTS.....	37
19.1 PRÉLEVEURS.....	37
19.2 ORGANISATION DES TOURNÉES DE PRÉLÈVEMENT.....	38
ARTICLE 20. MODALITÉS DE RÉALISATION DES PRÉLÈVEMENTS ET DES ANALYSES SUR SITE	45
20.1 FORMULAIRE DE PRÉLÈVEMENT	46
20.2 TRANSPORT, CONSERVATION ET CONDITIONNEMENT DES ÉCHANTILLONS ..	46
20.3 TRAÇABILITÉ.....	47
ARTICLE 21. MODALITÉS RELATIVES AUX ANALYSES.....	47
21.1 PARAMÈTRES ANALYSÉS ET MÉTHODES D'ANALYSES.....	47
21.2 DÉLAIS DE MISE EN ŒUVRE DES ANALYSES	48
21.3 EXPRESSION DES RÉSULTATS.....	49
21.4 DÉLAIS DE TRANSMISSION DES DONNÉES.....	50

LISTE DES ANNEXES	
Annexe 1A	Types analyses CS AEP - Lot 1
Annexe 1B	Type d'analyse CS EE EMN IAA - Lot 1
Annexe 1C & 1D	Types d'analyses - Lot 2
Annexe 2A	Fiche de prélèvement EDCH & EMN - Lot 1
Annexe 2B	Fiche de prélèvement Eaux de loisirs - Lot 2
Annexe 3	Renseignements rapports d'ANL
Annexe 4a	Délais de transmission des résultats analytiques EDCH EMN - Lot 1
Annexe 4b	Délais de transmission des résultats analytiques Eaux de loisirs - Lot 2
Annexe 5	Modalités d'échanges Loocseaux
Annexe 6	Transferts SISE-eaux
Annexe 7	Chronologie de prélèvement EDCH - Lot 1
Annexe 8A	Liste des PSV AEP - Lot1
Annexe 8B	Liste des PSV Eau conditionnées - Eau thermique - Lot 1
Annexe 8C	Liste des PSV Eaux de loisirs - Lot2
Annexe 8D	Liste des PSV IIA Adductions priv 2026 - Lot 1
Annexe 9	Validation PSV
Annexe 10	Délais de transmission des alertes
Annexe 11	Procédure gestion hors jours ouvrés ARS

PRÉAMBULE

Le présent CCP est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution du marché public.

Ce CCP consacre la commune intention des parties. Il apporte notamment des précisions, des compléments et des dérogations au CCAG/FCS.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de l'ensemble des clauses contenues dans le présent marché public.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES

1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché public est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes, l'éventuelle mise au point du marché public (formulaire OUV 11) ainsi que les éventuels avenants au marché public ;
- 2) le présent cahier des clauses particulières (CCP), contenant les clauses administratives et les clauses techniques et ses annexes dans l'ordre croissant de numérotation ;
- 3) le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021) sauf dérogations mentionnées au présent CCP ;
- 4) le mémoire technique établi par le candidat
- 5) demandes de l'administration relatives à son offre (formulaire OUV 7) ;
- 6) les autres documents constitutifs de l'offre technique du titulaire ;
- 7) les actes spéciaux de sous-traitance (formulaire DC 4) ;

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché public, elles prévalent dans l'ordre de priorité défini ci-dessus.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES

1.2.1 Désignation des parties contractuelles

Le marché public est conclu entre :

- Le directeur de directeur général de l'Agence Régional de Santé la Réunion (l'ARS La Réunion La Réunion), désigné par l'expression « *le pouvoir adjudicateur* » ;
- La société titulaire du marché public, désignée par l'expression « *le titulaire* ».

1.2.2 Désignation du bénéficiaire

Outre le pouvoir adjudicateur, les bénéficiaires sont les directions et services, concernés par le présent marché public et non rattachés à l'ARS La Réunion :

- Les personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau ;
- Les responsables de piscines et de baignade.

ARTICLE 2. OBJET, MONTANT ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

2.1.1 Contexte

L'ARS La Réunion de La Réunion est responsable de la mise en œuvre de la politique de santé publique sur le département de la Réunion.

Le code de la santé publique (article L. 1321-5) prévoit que le contrôle sanitaire des eaux est une compétence de l'État Ainsi, le directeur général de l'agence régionale de santé établit un marché pour choisir le(s) laboratoire(s) agréé(s) par le ministère chargé de la santé qui réalisera(ont) les prélèvements et les analyses du contrôle sanitaire des eaux dans le département.

2.1.2 Objet

Le présent marché public a pour objet le contrôle sanitaire des eaux dont les prestations principales sont :

- les prélèvements d'échantillons d'eau et les analyses réalisées sur site dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux d'alimentation et de loisirs de La Réunion ;
- les analyses réalisées en laboratoire sur les échantillons d'eaux prélevés dans le cadre de ce contrôle.

Le marché public est alloti comme suit :

LOT	OBJET DU MARCHÉ PUBLIC
Lot n° 1	Le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales naturelles
Lot n° 2	Le contrôle sanitaire des eaux de loisirs (piscines et baignades)

Les prestations, objet du marché public, s'inscrivent dans la catégorie des marchés de services.

2.2 MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC

Les montants annuels estimé minimum et maximum, s'élèvent à :

Lots	Montant minimum € HT pour 12 mois	Montant maximum € HT pour 12 mois
Lot n° 1	Sans	1 400 000,00 €
Lot n° 2	Sans	425 000 M€

Les montants totaux minimum et maximum, sous réserve de la reconduction du présent marché public jusqu'à son terme maximum, s'élèvent à :

Lots	Montant minimum € HT pour la durée totale	Montant maximum € HT pour la durée totale
Lot n° 1	Sans	5 600 000,00 €
Lot n° 2	Sans	1 700 000,00 €

2.3 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

2.3.1 Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre à bons de commandes – Art. L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6. et R. 2162-13. à R. 2162-14. du code de la commande publique.

2.3.2 Structure du marché public

Pour l'ensemble des lots, le marché public est structuré en 1 poste : à bons de commande

2.3.3 Durée du marché public

2.3.3.1 *Début d'exécution du marché public*

Conformément à l'article R.2182-4 du code de la commande publique, le marché public prend effet à la date de réception de la notification. Le début d'exécution des prestations est précisé dans la lettre de notification.

2.3.3.2 Durée initiale du marché public

Le marché public est passé pour une première période d'un an débutant à la date de début d'exécution des prestations et se terminant la veille du premier anniversaire de début d'exécution des prestations.

2.3.3.3 Reconduction(s)

Le marché public est reconduit annuellement de manière tacite à chaque date anniversaire de début d'exécution des prestations sans que la durée totale d'exécution du marché public ne puisse excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de trois mois avant la date de fin de validité du marché public.

La non-reconduction du marché public n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

2.4 MARCHÉS SIMILAIRES

En application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché public précédent passé après mise en concurrence. Le montant estimatif indiqué dans l'avis d'appel public à la concurrence ne tient pas compte de la passation éventuelle de ces marchés.

Si un tel marché public est passé par le pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché public initial.

2.5 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

2.5.1 Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché public peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après ou qui pourraient être inclus dans d'autres dispositions du marché public sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter sans supplément de coût pour les services bénéficiaires dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra seul décider de passer un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de surcoût engendré par ces modifications, celles-ci ainsi que les nouveaux prix devront être validés par voie d'avenant.

2.5.1.1 Prestations supplémentaires et modificatives

Pendant l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose par ordre de service, selon les modalités prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.

Les prestations supplémentaires ou modificatives peuvent être :

- modification du périmètre de soutien de l'ARS La Réunion La Réunion : changement de la dénomination des emprises, transfert d'activité à ou en provenance d'un autre pouvoir adjudicateur ;
- ajout (nouvelle implantation) ou suppression d'un site en cas de fermeture partielle ou définitive (à définir précisément) ;
- ajout de nouvelles missions ou modifications de caractère technique des prestations dans le respect des normes (sociales, environnementales, changement de réglementation ...) ;
- ajout aux bordereaux des prix unitaires de mise à disposition de nouvelles prestations ;
- modification de la réglementation nationale ou départementale (arrêtés préfectoraux...) ;
- modifications de l'activité et/ou des caractéristiques d'une installation ;
- modification du volume des prestations ;
 - demandes de prélèvements et d'analyses supplémentaires afin de préciser un résultat et ou de rechercher la cause d'un mauvais résultat d'analyse (cf. articles R.1321-16 à R.1321-18, D.1332-12 et D.1332-23, R.1322-42 du Code de la Santé Publique) ;
 - diminution éventuelle du nombre de prélèvements et d'analyses suite à la prise en compte des analyses de l'autosurveillance réalisées par l'exploitant (cf. article R.1321-24 du Code de la Santé Publique).
- évolutions des systèmes informatiques
- modifications dans les formats des fichiers d'échange entre l'ARS La Réunion et le prestataire

2.5.1.2 Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des évènements extérieurs

Les prestations, objet du marché public, peuvent être suspendues en raison d'évènements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS. Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R.2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché public est rendue temporairement impossible,

la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

D'autre part lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

2.5.2 Autres cas de modification

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-2 à 2194-10 du code de la commande publique, et sans préjudice de la mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 2.5.1 du présent CCP, le marché public peut également être modifié en cours d'exécution et selon les modalités prévues, lorsque :

- des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du présent marché public ;
- les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles ;
- le montant des modifications envisagées est inférieur aux seuils européens publiés au journal officiel et à 10% du montant du marché public.

Ces évolutions sont notifiées au titulaire du marché public par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (fax, courrier avec A/R, courriel...).

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché public initial.

2.6 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ

Le titulaire a le droit à l'exclusivité des commandes passées par les bénéficiaires de l'accord-cadre concernant les prestations objets de l'accord-cadre pendant toute la durée d'exécution de ce dernier.

Cependant, l'administration peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité du titulaire de l'accord-cadre à lui fournir les prestations dans les délais impartis.

ARTICLE 3. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

3.1 MESURES DE PRÉVENTION

Le titulaire doit prendre contact avec le chargé de sécurité du ou des sites avant tout début d'exécution.

Le titulaire prend connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention encadrant les prestations effectuées sur chaque site par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il s'engage à s'y conformer.

3.2 OBLIGATIONS À RESPECTER - OBSERVATION DES MESURES DE SÉCURITÉ

3.2.1 Respect des principes de la République

Si l'attribution du marché public a pour effet de confier l'exécution d'un service public à un organisme de droit public ou privé, conformément à loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire du marché public s'engage, à assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

Il est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public. Le titulaire est tenu de fournir, en cours d'exécution du contrat et sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de huit (8) jours à compter de la demande, tout justificatif permettant de démontrer le respect de ces obligations.

3.2.2 Respect des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatif aux obligations de confidentialité et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché public. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à aviser par écrit immédiatement les bénéficiaires, de tout acte de vandalisme ou de malveillance caractérisée découvert pendant l'exécution du marché public.

Si, à la suite d'un acte de malveillance caractérisé, les bénéficiaires estiment que des mesures de sécurité visant notamment le personnel doivent être prises, le titulaire s'engage à les appliquer sans délai.

Cette clause est complétée par l'article 3.6.4 du présent CCP pour les mesures de sécurité complémentaires.

3.3 DÉFAILLANCE

En cas de défaillance dans l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai et en cas de défaillance réitérée, il peut être fait application par le pouvoir adjudicateur des dispositions contenues à l'article 45 du CCAG/FCS.

3.4 ASSURANCE

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du marché public pour faute du titulaire.

3.5 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, les pièces prévues aux articles D8222-5 du code du travail s'il est établi en France ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail s'il est établi à l'étranger.

Ces documents peuvent être mis à disposition du pouvoir adjudicateur via une plate-forme dématérialisée ou envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception. Cependant le pouvoir adjudicateur recommande au titulaire d'utiliser la plate-forme e-Attestations : <https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>.

Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de non-présentation de ces pièces un mois après le délai requis, et après mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur, restée infructueuse pendant 15 jours, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public aux torts du titulaire.

3.6 PERSONNEL

3.6.1 Dispositions générales

Les prestations sont effectuées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement :

- Aux prescriptions des cahiers des clauses administratives et techniques particulières et ses différentes annexes par lot pour son exécution ;
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs en situation irrégulière ;
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, de législations du travail et fiscale ;
- À l'ensemble des consignes intérieures édictées par la personne publique contractante.

3.6.2 Application de la législation du travail au personnel de l'entreprise titulaire

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur relative à la protection de la main-d'œuvre

et aux conditions de travail. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion de travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, sont conformes à la réglementation en vigueur.

3.6.3 Conditions de travail

3.6.3.1 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens (accès au site, sécurité incendie, etc.) qui lui ont été communiquées par les sites bénéficiaires.

L'administration se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment le remplacement définitif de toute personne participant à l'exécution des prestations pour non-respect du règlement intérieur ou des consignes écrites, ainsi que pour défaut de probité.

3.6.3.2 Équipement de travail

Le titulaire fournit à tout le personnel œuvrant sur le site des bénéficiaires des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle conformes à la législation en vigueur.

3.6.3.3 Continuité de la prestation

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire doit assurer la continuité des prestations définies dans le présent marché public. Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

3.6.3.4 Responsabilité du fait des préposés

Le titulaire est responsable de ses personnels et de leurs actes en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable, sans que cette liste ne soit limitative, des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits lors de l'exécution des prestations et des éventuels vols qui pourraient être commis par ses employés dans l'enceinte du site.

3.6.4 Conditions d'accès du personnel

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des points de surveillance qui doivent être contrôlés et désignés par les services bénéficiaires sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ainsi, sur demande des personnes responsables des installations de production et de distribution, des lignes d'embouteillage, des personnes responsables de la baignade..., le port d'équipements de protection individuels ou le suivi de formations spécifiques relatives à la sécurité au travail ainsi qu'au plan de prévention (ex : certificat d'aptitude au travail en espace confiné) pourront être demandés.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

Pour cela, le titulaire doit fournir, dans un délai de quinze jours dès la notification du marché, la liste nominative des préleveurs, leur qualification ainsi que leurs coordonnées téléphoniques. Elle doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe. Tout changement de personnel affecté à la réalisation des prestations de prélèvement doit faire l'objet d'une information préalable auprès de la personne publique contractante. Les agents du titulaire ne peuvent exercer leur activité sur les sites désignés aux marchés publics qu'après autorisation par le représentant habilité des bénéficiaires.

3.7 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

3.7.1 Protection de l'environnement

3.7.1.1 *Échanges dématérialisés*

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS relatives à la protection de l'environnement, le titulaire du marché public s'engage à baisser son utilisation de papier en promouvant des échanges dématérialisés. Ces échanges se déroulent selon les modalités prévues par l'article 3.1 du CCAG/FCS.

3.7.1.2 *Éco-conduite*

Le titulaire s'engage à former à l'éco-conduite les personnels de la société effectuant les prestations relatives au présent marché public.

3.7.1.3 *Économie circulaire*

Sans objet.

3.7.2 Insertion sociale

L'État s'est engagé dans une politique d'insertion des personnes par le travail. C'est la raison pour laquelle le présent cahier des charges inclut une clause obligatoire visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Pour le présent marché public, le titulaire s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières.

3.8 SOUS-TRAITANCE

3.8.1 Dispositions générales

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance de manière permanente pour certains paramètres s'il ne possède pas l'agrément concernant ceux-ci.

Dans les limites prévues par l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux (modifié par les arrêtés du 11 janvier 2019, du 6 avril 2020 et du 30 décembre 2022), en particulier à l'article 12, le titulaire sous-traite la prestation sur laquelle il s'est engagé s'il est en incapacité provisoire et partielle de l'assurer. Cette sous-traitance doit faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur.

La sous-traitance est accomplie conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique et est constatée par une déclaration, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou par un acte spécial de sous-traitance, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public (imprimé DC4 ou ses avenants).

Dans le cas d'une déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre :

- La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification de l'accord-cadre et agrément de leurs conditions de paiement ;

Dans le cas d'une déclaration de sous-traitance après notification du marché :

- Le titulaire qui souhaite introduire un sous-traitant en cours de marché doit le déclarer et faire agréer ses conditions de paiement. À cette fin, le titulaire s'adresse au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée.

3.8.2 Dispositions particulières relatives à la sous-traitance en cas de survenue d'une incapacité à assurer la prestation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner son accord à un projet de sous-traitance envisagé pour palier une incapacité du titulaire si celui-ci ne garantit pas à la fois :

- la continuité de la prestation,
- le respect du programme de contrôle préétabli,
- les délais de rendu des résultats sur lesquels le titulaire s'est engagé (seules les situations décrites à l'article 10.2 ci-après justifient une prolongation de délai),
- la non-augmentation des prix de la prestation.

Si le titulaire est défaillant dans la mise en place de cette sous-traitance et en cas de menace sur la continuité du contrôle sanitaire, le pouvoir adjudicateur peut se

substituer au titulaire dans l'organisation de la prestation en mobilisant lui-même les laboratoires pouvant assurer cette continuité. Les parties s'engagent à se concerter au préalable dans le but de rechercher une alternative à cette substitution.

Si la nouvelle organisation devait conduire à une augmentation du prix des prestations, le titulaire en supporterait financièrement la différence au moyen de remises permettant le maintien du coût de la prestation pour les payeurs et ce, au titre des pénalités que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer pour non-respect des clauses particulières du présent marché

3.9 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES

3.9.1 Établissement des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base des prix unitaires, indiqués à l'annexe de l'acte d'engagement (tableau de prix), pour les diverses prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité du marché public, doit être exécuté jusqu'à son terme.

En fonctionnement normal, ces bons de commande sont dématérialisés. Ils sont virtuellement émis au moyen et dans le cadre de l'outil logiciel Loocs'eaux partagé entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur (cf. CCP). Dans le cadre de ce logiciel d'échange, ils prennent notamment la forme de fichiers csv introduits par le pouvoir adjudicateur dans l'application. Exceptionnellement, ils peuvent prendre la forme d'un simple courriel.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le site concerné ;
- la désignation de chaque prestation à réaliser ;
- la date de prestation souhaitée ;

La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification de celui-ci.

3.9.2 Personnes habilitées à passer les commandes

Le pouvoir adjudicateur passe les bons de commande au fur et à mesure des besoins. Tout bon de commande passé par d'autres personnes n'est pas reconnu par le pouvoir adjudicateur.

3.9.3 Délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont décrits dans les clauses techniques particulière ci-dessous et inscrits dans l'acte d'engagement.

3.9.4 Prolongation des délais

Il peut arriver que certaines prestations ne puissent être réalisées pour des raisons extérieures au titulaire et au pouvoir adjudicateur (ex : indisponibilité de la PRPDE, incident technique, inaccessibilité du site de prélèvement, arrêt de la distribution, fermeture imprévue de l'installation...).

Dans ce cas, aucune facturation (déplacement, prélèvement ou analyse) ne pourra être réalisée par le titulaire. Néanmoins, en cas de refus d'accès par le propriétaire ou l'exploitant de l'installation, les frais de déplacement pourront être facturés. Ces prestations pourront éventuellement être effectuées dans un délai supplémentaire ou à l'occasion d'un nouveau bon de commande.

Les parties s'engagent à se concerter sur la suite à donner à ces prestations.

ARTICLE 4. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC

Pour les besoins de la mesure des résultats de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information, notamment statistique ou financière, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

4.1 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE

Le titulaire transmet à l'administration le nom et les coordonnées d'un interlocuteur qui assure le lien avec les bénéficiaires pour tout ce qui concerne l'exécution de la prestation conformément à l'article 14.3 du présent CCP.

4.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION

Le suivi des prestations est réalisé par le représentant des services. Leurs noms et leurs coordonnées sont fournis au titulaire par les services bénéficiaires.

Cette liste doit être mise à jour régulièrement afin de faciliter le dialogue.

4.3 OPERATION DE VERIFICATION

Les livraisons et autres prestations doivent être honorées au plus tard aux dates figurant sur les bons de commande en jours ouvrés. Ces dates sont fixées sur la base des délais contractuels sur lesquels le titulaire s'est engagé conformément à l'article 3.9.3 du CCP. La nature de la prestation ne permet pas de réaliser les opérations de vérification lors de son exécution.

S'agissant des opérations de vérification, décisions d'admission, ajournement, réfaction et rejet des prestations, les dispositions des articles 28 « Déroulement des opérations de vérification », 29 « Décisions après vérification » et 30 « Admission, ajournement, réfaction et rejet » du CCAG/FCS s'appliquent. Toutefois, par dérogation

à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le délai à l'expiration duquel une admission tacite est acquise au titulaire est porté à 30 jours à compter de la date de réception de la facture correspondante.

ARTICLE 5. GARANTIE

5.1 GARANTIE TECHNIQUE

Aucune garantie technique n'est exigée pour le présent marché public.

5.2 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché public.

ARTICLE 6. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT

6.1 FORME DES PRIX

Le marché public est traité à prix unitaires et forfaitaires.

6.2 CONTENU DES PRIX

Les prix établis par le titulaire comprennent:

- les prestations telles que définies aux articles 13 à 22 et aux annexes du présent CCP ;
- les frais de déplacement, frais de livraison ;
- les frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du titulaire, telles que définies à l'article 3.4 du présent CCP.

Les prix exprimés en euros sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Les prix comportent un maximum de deux décimales après la virgule.

6.3 NATURE DES PRIX

6.3.1 Conditions de détermination des prix initiaux

Les prix unitaires et forfaitaires figurant dans le(s) tableau(x) de prix, annexé(s) à l'acte d'engagement, sont réputés établis à la date limite de dépôt des offres, et sont révisables dans les conditions définies à l'article 6.3.2 du CCP.

6.3.2 Révision des prix

Les prix initiaux, annexés à l'acte d'engagement, sont valables pour la première année du marché public à compter de sa date de notification.

La révision des prix est à la charge du titulaire.

Le titulaire doit adresser par courriel aux services bénéficiaires ainsi qu'au pouvoir adjudicateur (ars-reunion-commandes-publiques@ars.sante.fr), trois (3) mois avant chaque date anniversaire de notification du marché public, ses nouveaux prix révisés.

En cas de non-réception des nouveaux prix révisés à la date anniversaire du marché public, les prix initiaux restent inchangés.

En aucun cas, les nouveaux prix ne peuvent être appliqués sur des prestations engagées antérieurement à celle de l'acceptation. Les prix ajustés sont ainsi maintenus pour une nouvelle durée contractuelle d'un an, en cas de reconduction.

La révision des prix est réalisée en application de la formule suivante :

$$P' = P_{n-1} [0,15 + 0,55 (S / S_{n-1}) + 0,30 (FSD3 / FSD3_{n-1})]$$

Dans laquelle :

- P' = prix de la prestation révisée,
- P_{n-1} = prix précédent,
- S = dernier indice Syntec connu lors de la révision de prix,
- S_{n-1} = dernier indice Syntec connu utilisé lors de la révision précédente,
- FSD 3 = dernier indice "frais et services divers" connu lors de la révision de prix,
- FSD 3_{n-1} = dernier indice "frais et services divers" connu utilisé lors de la révision précédente.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu comporte quatre décimales.

L'indice est consultable sur le site de l'INSEE à l'adresse: <http://www.indices.insee.fr> .

Si les indices, qui sont utilisés pour le marché public, ne sont pas publiés pendant six (6) mois ou sont supprimés, une substitution des indices est opérée soit par :

- avenant lorsqu'aucun indice de remplacement n'est fourni par l'INSEE.
- ordre de service lorsque l'INSEE spécifie l'indice de remplacement.

Transmission de la révision des prix :

Le titulaire transmet aux bénéficiaires, par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, les nouveaux prix révisés au titre du marché public pour la nouvelle période contractuelle.

6.3.3 Clause de sauvegarde

Par additif à l'article 10 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité le marché public pour la partie non exécutée des prestations dès que la variation du prix par rapport au prix de règlement précédent est supérieure à 1 % par an.

6.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC

L'unité monétaire de règlement du marché public est l'euro.

ARTICLE 7. RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC

7.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT

Le paiement s'effectue après certification du service fait effectuée par directement par les services bénéficiaire (pour personnes morales privées) et suivant les règles de la comptabilité publique (pour les services et directions appartenant à l'état).

7.2 MODE DE RÈGLEMENT

7.2.1 Modalités de règlement des factures pour les entités publiques

Le mode de règlement est le mandat administratif par les comptables assignataires des différents services bénéficiaire non rattaché à l'ARS La réunion. Ainsi, le paiement sera effectué selon les règles dérogatoires au droit commun et décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et au Code de la Commande Publique ans les conditions prévues à l'article L.1321-5, L 1332-6 et L.1332-9 du code de la santé publique, par virement au compte du titulaire.

Pour le recouvrement des factures auprès des personnes publiques, il est fait application des dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

7.2.2 Modalités de règlement des factures pour les entités privées

Le paiement se fait directement par les personnes chargées de la production ou de la distribution de l'eau, ou par les exploitants d'eaux d'alimentation ou de loisirs en lieu et place du comptable public par dérogation au décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique (cf. article 11) en application des articles L. 1321-5, L. 1332-6, L. 1332-9, R 1322-44-5 et L. 1322-13 du code de la santé publique.

Ainsi pour l'ensemble des lots, le comptable public de l'ARS La Réunion n'est pas chargé du règlement des dépenses liées au présent accord-cadre. Le laboratoire titulaire recouvre les sommes relatives aux prélèvements et analyses des eaux qu'il réalise.

Pour le recouvrement des factures auprès des personnes privées, il sera fait application des dispositions de l'article L. 441-6 du code du commerce tant pour les délais de paiement que pour le versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement des délais de paiement.

7.3 AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour le présent marché public.

7.4 ACOMPTE

Il n'est pas prévu d'acompte pour ce marché public.

7.5 RÉGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF

Pour les entités publiques, conformément à l'article 13.1.2 du code de la commande publique et à l'exigence prévu à l'article III.3 du RC relatif à la forme du groupement, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Chaque facture émise au titre du marché public donne lieu à un paiement partiel définitif.

Ce règlement ne peut plus être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l'établissement du solde.

7.6 DÉLAI DE PAIEMENT

Dans tous les cas, le délai de paiement commence à courir dès la date de réception de la facture.

7.6.1 Délai global de paiement

Le délai global de paiement correspond au délai fixé par les conditions générales de vente du titulaire de chaque lot.

7.6.2 Délai global de paiement du sous-traitant

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur et les services bénéficiaires, sont payées dans les conditions financières énoncées à l'article 7.6.1.

7.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECouvreMENT

Les intérêts moratoires sont fixés par les conditions générales de vente du titulaire de chaque lot.

7.8 MODALITÉS DE FACTURATION

Pour l'ensemble des lots, la facturation est faite en application des prix indiqués dans le présent marché public. Les factures sont rédigées en français et ne peuvent être effectuées qu'après envoi des bulletins d'analyses et transfert numérique des résultats à l'ARS La Réunion, conformément aux exigences du CCP et ses annexes.

7.8.1 Modalités de remise des factures pour les entités publiques

Pour les entités publiques, les dispositions de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique s'appliquent. La facture établie par le prestataire devant être déposée sur le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>) et comportent les mentions indiquées ci-dessous :

- ▶ le nom et l'adresse et n° de SIRET du créancier ;
- ▶ la dénomination et l'adresse du bénéficiaire ;
- ▶ le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- ▶ la date d'établissement de la facture et son numéro ;
- ▶ les références du marché indiquées sur l'acte d'engagement ;
- ▶ le prix unitaire / forfaitaire hors taxes (HT) tel que défini à l'AE ;
- ▶ la désignation et la quantité des *prestations réalisées* ;
- ▶ les *quantités ou prestations* admises ;
- ▶ le taux et le montant de la TVA ;
- ▶ les prix forfaitaires mensuels toutes taxes comprises (TTC).

7.8.2 Modalités de remise des factures pour les entités privées

Les factures seront établies en un original et deux copies et sont adressées mensuellement par le titulaire à chaque personne responsable de la production ou de la distribution d'eau (PRPDE) pour les eaux destinées à la consommation humaine, chaque exploitant de piscine ou de baignades pour les eaux de loisirs, chaque responsable d'établissement thermal ou d'eaux conditionnées + buvette publique pour les prélèvements et analyses qui ont été réalisés sur les installations dont il a la charge.

Le titulaire est chargé du recouvrement des factures y compris la gestion des éventuels contentieux.

Un relevé trimestriel de facturation sera envoyé numériquement à : ars-reunion-commandes-publiques@ars.sante.fr ou à défaut à l'ARS à l'adresse suivante :

Agence Régionale de Santé de La Réunion
DVSS - SE
2 bis, avenue Georges Brassens
CS 61002
97743 SAINT DENIS
Tél : 02.62.93.90.00.

7.9 SOLDE

Le solde du marché public est unique et intervient à l'issue des procédures d'admission et de paiement de la *dernière prestation réalisée* dans le cadre du marché public.

7.10 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le titulaire et/ou les sous-traitants bénéficiant du paiement direct, peuvent nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Néanmoins, Aucun exemplaire unique ou certificat de cessibilité constituant les pièces justificatives en cas de cession ou nantissement de créance ne seront délivrés par le comptable public.

7.11 CESSION DU MARCHÉ PUBLIC

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, toute cession éventuelle du présent marché public, qu'elle soit partielle ou totale, à titre gracieux ou onéreux, doit faire l'objet de l'autorisation écrite et préalable du pouvoir adjudicateur. Une demande doit être faite au pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date prévue de la cession.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une telle cession notamment pour des raisons d'intérêt du service ou un défaut de garanties techniques, professionnelles ou financières.

ARTICLE 8. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de retard, d'inexécution ou de mauvaise exécution de la prestation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, pour tous les lots, d'appliquer les pénalités forfaitaires indiquées à l'article 8.2 du présent CCP. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues sans seuil d'exonération.

L'ARS La Réunion notera chaque manquement à l'un des points mentionnés dans le tableau présenté ci-dessous, les comptabilisera et en avertira le titulaire, via une fiche d'incidence par manquement. Lors des réunions annuelles avec le titulaire du marché, un bilan du montant des pénalités appliquées sera présenté.

Ces pénalités sont applicables sur la valeur H.T. de la commande et au-delà du seuil fixé (nombre maximum toléré par année civile de manquements avant mise en œuvre des pénalités). Les sommes dues par le titulaire en cas d'application des pénalités seront recouvrées **par l'agent comptable de l'Agence régionale de santé La Réunion**.

Toute inexécution d'un engagement contractuel autre que ceux mentionnés dans le tableau présenté à l'article 8.2 du présent CCP fera l'objet d'une mise en demeure assortie d'un délai adapté qui sera précisé dans l'injonction. Si celle-ci n'est pas suivie d'effet, elle donnera lieu à l'application d'une pénalité de 500 euros HT à l'issue de ce délai.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur les pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé ou par courriel (ars-reunion-commandes-publiques@ars.sante.fr), Pôle pilotage, Suivis budgétaires et Commande publique – Bureau Marchés Publics.

Passé un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

8.1 PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard appliqué peut excéder 10 % du montant total (HT) du marché public, de la période considérée, ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution éventuellement modifié par une prolongation de délai en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires indiqués dans le tableau ci-dessous.

8.2 TABLEAU DES PENALITÉS

Article de référence	Libellé	Nombre maximum toléré par année civile avant mise en œuvre des pénalités	Montant en € HT de la pénalité
CCP Art. 21.4	Non-respect des modalités et/ou délais relatifs à la transmission des alertes (terrain et analyse)	3	100 € par incident
CCP Art. 21.4	Non-respect des engagements en termes de transmission d'une alerte en cas de résultat non conforme aux valeurs réglementaires	2	200 € par incident
CCP Annexe 1	Non-respect de la liste des paramètres à analyser sur le terrain ou en laboratoire	0	200€ prélèvement
CCP Art. 37	Non-respect du format ou des délais de transmission des résultats informatiques d'analyse (rejets de plus de 24h dans les transferts, erreur de saisie...)	10	50 € par jour de retard et par fichier
CCP Art. 19.2.1	Non réalisation ou réalisation dépassant le délai de 72h pour un prélèvement de recontrôle en situation de non-conformité (hors impossibilité matérielle, météorologique, demande spécifique de l'ARS ou accès au point de prélèvement)	2	200 €

CCP Art. 19.2	Non respect de la planification annuelle du contrôle sanitaire	0	200€
CCP Art. 21.3	RESULTATS - Erreurs sur la valeur d'un résultat, une valeur normative, sur l'unité de la mesure	3	50 € par incident
CCP Art. 7.8	Facturation ne respectant pas les prix du marché (BPU)	0	500 € par prélèvement

8.3 ADMISSION, AJOURNEMENT, RÉFACTIONS ET REJET

Les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet seront prononcées par les services bénéficiaires dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS.

8.4 MODALITÉS DE RÉSILIATION

Il est fait application des dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

8.5 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public, sans indemnités, notamment en cas de :

- non-respect par le titulaire des obligations du marché public et des caractéristiques techniques définies dans son offre ;
- non-respect par le titulaire des stipulations des articles, relatifs à la confidentialité et sécurité et à la sous-traitance du présent CCP ;
- inexactitude des renseignements et non présentation des pièces demandées, un mois après le délai requis.

La résiliation n'est effective qu'après une mise en demeure adressée au titulaire par le pouvoir adjudicateur restée infructueuse. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision. Pour les besoins du présent article, la (les) faute(s) du (des) sous-traitant(s) conduise(nt) également à la résiliation dans les mêmes conditions, le titulaire demeurant personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché public en cas de sous-traitance.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations non exécutées par un autre fournisseur. Le surcoût engendré est à la charge du titulaire.

8.6 AUTRES RÉSILIATIONS

Le pouvoir adjudicateur peut résilier, sans indemnités, le marché public en cas de non-respect des stipulations de l'article 6.3.2 du présent CCP relatif à la clause de sauvegarde.

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnités, le marché public pour motif d'intérêt général et notamment en cas de restructuration, d'aliénation, de dissolution, de refondation, de délocalisation, de fermeture, de vente ou de transfert de l'organisme bénéficiaire et/ou des organismes rattachés, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 9. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES ET DES DIFFÉRENDS

9.1 LE CADRE GÉNÉRAL

Pour le présent marché public, tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché public peut être soumis par le titulaire aux services bénéficiaires. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au service bénéficiaire concerné dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. À la suite de cette demande, le service bénéficiaire est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le service bénéficiaire est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible.

Sauf stipulation contractuelle contraire, le service bénéficiaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

9.2 RÈGLEMENT D'UN DIFFÉREND PAR LA MÉDIATION

À défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, conformément aux articles L. 2197-1 et L. 2197-4 du code de la commande publique, et à l'article L. 213-6 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

La saisine du médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent

L'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges ou les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient, conformément à la réglementation, soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le

médiateur interne de l'ARS La Réunion La Réunion et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend.

[Le Médiateur des entreprises | economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr)

Le comité consultatif de règlement amiable des différends compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

[Règlement amiable des différends | economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr)

ARTICLE 10. LITIGES ET CONTENTIEUX

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse administrative peut être engagée. Le présent contrat est régi par le droit français. La langue utilisée est le français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Saint-Denis (974).

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- l'article 1.1 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS
- l'article 4 du CCP déroge l'article 30.1 du CCAG/FCS
- l'article 6.3.2 du CCP déroge aux articles 10.2.3 CCAG/FCS
- l'article 8 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS
- l'article 8.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS
- l'article 9.2 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.]

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Le marché est établi sur le fondement des articles L.1321-5, L.1322-2, L.1332-6 et L.1332-9 du Code de la santé publique.

L'article L.1321-5 du Code de la santé publique précise que :

- le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine qui comprend notamment des prélèvements et des analyses d'eaux est de la compétence de l'État et est mis en œuvre par l'Agence Régionale de Santé ;
- le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé établit un marché pour choisir le(s) laboratoire(s) agréé(s) par le ministre chargé de la santé qui réalisera(ont) les prélèvements et les analyses du contrôle sanitaire des eaux dans la région ;
- le(s) laboratoire(s) agréé(s) titulaire(s) du marché recouvre(nt) les sommes relatives aux prélèvements et analyses du contrôle sanitaire des eaux qu'il(s) réalise(nt) dans le cadre de ce marché auprès de la personne publique ou privée responsable de la production ou de la distribution d'eau.

De plus, les articles L.1322-13, L.1332-6 et L.1332-9 du Code de la santé publique précisent que les conditions de réalisation du contrôle sanitaire, pour les eaux minérales naturelles et les eaux de loisirs (piscines et baignades) sont identiques à celles prévues pour les eaux destinées à la consommation humaine mentionnées à l'article L.1321-5.

L'Agence Régionale de Santé La Réunion (l'ARS La Réunion) élabore les programmes du contrôle sanitaire des eaux que le titulaire du marché doit réaliser.

Les spécificités de chaque catégorie d'eau seront détaillées dans les articles qui suivent. Le nombre de prélèvements et d'analyses présentés dans le présent marché correspond à une valeur moyenne calculée par rapport au contrôle sanitaire réalisé sur l'année 2024 ou programmes prévisionnels représentatifs.

L'Agence Régionale de Santé La Réunion peut demander au(x) titulaire(s) une modification du programme du contrôle sanitaire des eaux pour tenir compte d'impératifs d'ordre sanitaire relatifs à la protection des populations.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES PRESTATIONS

ARTICLE 12. OBJET DES PRESTATIONS DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre concerne l'attribution de deux lots relatifs à la mise en œuvre du contrôle sanitaire de l'État pour les eaux Destinées à la Consommation Humaine

(EDCH), les eaux conditionnées (eaux de source), les eaux minérales naturelles d'une part et les eaux de loisirs (eaux de baignade et eaux de piscines recevant du public) d'autre part.

Cet accord-cadre comprend les prélèvements et l'acheminement des échantillons vers les laboratoires appelés à les analyser, la réalisation des analyses physico-chimiques, chimiques, radiologiques et microbiologiques sur site et en laboratoire ainsi que les modalités de communication des résultats.

L'accord-cadre concerne pour le département de la Réunion :

- le contrôle sanitaire **des eaux destinées à la consommation humaine** (eaux fournies par un réseau de distribution public ou privé offrant de l'eau au public, eaux de source et eaux rendues potables par traitement conditionnées, eaux utilisées dans une entreprise alimentaire, etc...) et **des eaux minérales naturelles** par référence :

- aux articles R. 1321-15 à R. 1321-22 et R. 1322-40 à R. 1322-44.5 du code de la santé publique ;

- à l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié le 30 décembre 2022 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

- à l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux utilisées dans une entreprise alimentaire ne provenant pas d'une distribution publique, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

- à l'arrêté du 22 octobre 2013 modifié relatif aux analyses de contrôle sanitaire et de surveillance des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal ou distribuées en buvette publique

- le contrôle sanitaire **des eaux de loisirs (piscines et baignades)** par référence :

- aux articles D. 1332-1 à D. 1332-54 du Code de la Santé Publique fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et aux baignades aménagées ;

- à l'arrêté du 15 avril 2019 modifié relatif au programme d'analyse de la qualité de l'eau et aux limites et références de qualité des baignades artificielles

- à l'arrêté du 26 mai 2021 relatif au contrôle sanitaire et à la surveillance des eaux de piscine pris en application des articles D.1332-1 et D.1332-10 du Code de la santé Publique.

ARTICLE 13. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les présentes Clauses Techniques Particulières (CTP) porte sur la prestation de prélèvement et d'analyse des eaux d'alimentation et de loisirs sur le département de La Réunion.

Il s'agit, principalement, suivant les modalités décrites dans les clauses techniques particulières :

- de réaliser les prélèvements ;
- de réaliser les analyses ;
- de transmettre les résultats.

Les prestations concernent exclusivement les lots décrits à l'articles 2.1.2 du présent CCP et la nature des prestations sont les suivantes :

Lot n°	Nature de la prestation
1	Prélèvements et analyses des échantillons d'eaux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales naturelles dans le département de La Réunion
2	Prélèvements et analyses des échantillons d'eaux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux de loisirs dans le département de La Réunion.

Le programme de prélèvements ainsi que le type et le contenu des analyses pratiquées sur les échantillons prélevés sont établis par l'Agence Régionale de Santé La Réunion conformément aux dispositions des textes visés à l'article 13 du présent CCP.

GÉNÉRALE RELATIVES À L'ORGANISATION DES PRESTATIONS

L'Agence Régionale de Santé La Réunion est seule habilitée à :

- définir les programmes de contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris les eaux de sources et minérales naturelles conditionnées, les eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal et les eaux de loisirs (piscines et baignades) ;
- définir les lieux de prélèvements, les fréquences et types d'analyses à mettre en œuvre ;
- diffuser les bulletins d'analyses munis de leurs conclusions sanitaires aux destinataires ;
- exploiter et valoriser l'ensemble des données analytiques récoltées par le(s) titulaire(s) dans le cadre du contrôle sanitaire ;
- délivrer des conseils pour l'exploitation des installations de production d'eau, pour les eaux de sources et minérales naturelles conditionnées, les eaux minérales naturelles utilisées à des fins thérapeutiques dans un établissement thermal pour les eaux de loisirs hors ceux prévus spécifiquement dans le présent marché.

ARTICLE 14. OBLIGATIONS DU / DES TITULAIRE(S)

14.1 CONDITIONS À REMPLIR PAR LE(S) CANDIDAT(S)

Le(s) titulaire(s) est / sont agréé(s) par le ministère chargé de la santé pour la réalisation des prélèvements et analyses du contrôle sanitaire des eaux en application :

- des articles R. 1321-19, R. 1321-21, R. 1322 44-3, D. 1332-12 et D.1332-14 du code de la santé publique ;
- de l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux (agrément pour le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des Eaux Minérales Naturelles (EMN), et pour le contrôle sanitaire des eaux de piscines et de baignades).

Dans le cadre du contrôle sanitaire des EDCH et des EMN, il revient au **titulaire du lot 1** de s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue des performances analytiques pour les mesures des paramètres pesticides et métabolites, ainsi que des molécules émergentes demandées par l'ARS La Réunion dans le cadre du marché public (diminuer les incertitudes, la limite de quantification, les délais de mise en analyse, les délais de rendu des résultats, etc).

L'accréditation des laboratoires pour l'ensemble des molécules mesurées et la couverture des molécules par des circuits inter-laboratoires constituent deux garanties essentielles pour assurer la qualité des données produites.

Cependant, l'ARS La Réunion est consciente et tiendra compte des difficultés pouvant apparaître pour analyser certaines molécules, notamment en l'absence de standards analytiques commercialisés ou du fait de contraintes en termes de recherche lorsque le numéro CAS (numéro d'enregistrement unique de la molécule chimique) n'est pas identifié.

14.2 OBLIGATION D'AGREMENT

Les catégories d'agrément auxquelles doivent satisfaire les laboratoires soumissionnaires peuvent être limitées à certains groupes de paramètres pour peu qu'en constituant un groupement ou une chaîne de sous-traitance, ces laboratoires couvrent l'ensemble des catégories d'agrément, comprenant les paramètres dont l'analyse est exigée par le CTP¹.

Le titulaire du présent marché, soit tous ses membres en cas de groupement, ainsi que ses éventuels sous-traitants, doivent produire copie de leur agrément auprès du pouvoir adjudicateur durant la période de préparation de l'offre, puis à chaque fois que la portée est modifiée durant la durée de l'accord cadre.

Toute modification en cours d'exécution du marché de la portée des agréments produits doit être portée immédiatement à la connaissance du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire qui ne satisferait plus à une ou plusieurs conditions d'agrément défini(es) à l'article III.1 du règlement de consultation, s'engage à en informer sans délai l'Agence régionale de santé de la Réunion.

¹ Les paramètres optionnels indiqués en annexe 1 du CTP peuvent ne pas être couverts par l'agrément

14.3 DÉSIGNATION DU RESPONSABLE TECHNIQUE

Pour chaque lot, le(s) titulaire(s) désigne(nt) un correspondant technique du contrôle sanitaire des eaux, y compris dans le cas d'un groupement, pour toutes les questions relatives à l'organisation du présent accord-cadre et notamment pour être l'interlocuteur(trice) de l'ARS La Réunion La Réunion sur :

- la planification des tournées de prélèvements ;
- la réalisation des prélèvements ;
- la conservation et le transport des échantillons ;
- les délais de mise en œuvre et d'interprétation des analyses ;
- les délais de restitutions des résultats à l'ARS La Réunion ;
- l'opérationnalité de la liaison numérique de transfert des résultats vers l'ARS La Réunion au format spécifié par cette dernière ;
- la traçabilité des travaux réalisés.

Le titulaire de chaque lot communique les noms et coordonnées téléphoniques de ses correspondants techniques.

Lors de la sollicitation de ce correspondant technique, une réponse doit être donnée à l'ARS La Réunion dans les meilleurs délais.

14.4 INFORMATION IMMEDIATE DE L'ARS LA RÉUNION

Le titulaire est tenu d'informer l'ARS La Réunion de toute impossibilité d'assurer l'analyse au laboratoire quelle qu'en soit la raison (panne de matériel, casse de flacon, ...). Cette information doit être faite le jour même par courriel.

Le titulaire transmet immédiatement dès qu'ils sont connus, les résultats révélant, ou susceptibles de révéler, une non-conformité aux exigences de qualité ou une dégradation importante de la qualité de l'eau.

Lorsque le titulaire observe une situation susceptible de porter préjudice à la qualité de l'eau ou une anomalie sur les mesures, il doit immédiatement en informer l'ARS La Réunion La Réunion.

La transmission de l'information se fait par appel téléphonique, mail et/ou émission d'un « signalement » vers l'appliquatif « Loocseaux » (Précisions dans les articles à venir).

Le titulaire qui ne satisferait plus à une ou plusieurs conditions d'agrément, s'engage à en informer sans délai l'ARS La Réunion La Réunion et à assurer à ses frais la continuité de la prestation, dans le respect de l'offre qu'il aura faite.

De plus, le titulaire informe l'ARS La Réunion La Réunion de toute modification en cours de marché des accréditations dont il bénéficie (notamment COFRAC).

14.5 CONFIDENTIALITÉ

En complément de l'article 3.2.2 du présent CCP et pour l'ensemble des lots, le(s) titulaire(s) y compris les sous-traitants et co-traitants sont tenus à la plus stricte confidentialité concernant la communication d'informations relevant de l'exécution des marchés subséquents à d'autres destinataires que l'Agence Régionale de Santé.

Notamment, il lui est interdit :

- de communiquer le planning des tournées de prélèvements d'échantillons d'eau hormis pour les prélèvements nécessitant une prise de rendez-vous pour accéder aux points de prélèvements, afin de respecter le caractère inopiné des contrôles ;
- de communiquer les résultats d'analyses à d'autres destinataires que l'ARS La Réunion et l'exploitant (ou collectivité) destinataire de la facturation (personne responsable de la production ou de la distribution d'eau, personne responsable de la piscine ou de la baignade, ou l'exploitant de l'usine de conditionnement pour les seuls résultats qui concernent la qualité des eaux dont ils ont la responsabilité) ;
- de communiquer les renseignements, documents et objets dont il a pris connaissance dans le cadre de l'exécution de la prestation ou en raison de sa présence sur les installations ;
- d'exploiter des données analytiques issues du contrôle sanitaire sans accord préalable de l'ARS La Réunion et du responsable du site contrôlé ;
- de répondre aux sollicitations directes de l'exploitant ou de toute autre personne quant à l'exécution des marchés subséquents.

ARTICLE 15. DISPONIBILITE DU / DES TITULAIRE(S)

15.1 RÉALISATION DES PRELEVEMENTS

Pour l'ensemble des lots, le(s) titulaire(s) du marché public est/sont en mesure de réaliser les prélèvements, chaque jour de la semaine du lundi au vendredi, et si besoin jusqu'à 16 h00.

15.2 ACCUEIL TELEPHONIQUE

L'ARS La Réunion doit pouvoir joindre le ou les correspondant(s) technique(s) du laboratoire, du lundi au vendredi de 8h à 17h sauf jours fériés.

ARTICLE 16. MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES

16.1 PRESTATIONS COURANTES

Les demandes de prestations prennent la forme de plannings dont la période ou la date de réalisation sera précisée par l'ARS La Réunion conformément à l'article 20.2 du présent CCP.

Parmi les demandes de prestation courantes, l'ARS La Réunion peut exiger la réalisation de certaines d'entre-elles en priorité, à une date voire une heure fixée. L'ARS La Réunion signale au titulaire le caractère prioritaire d'une telle demande par tout moyen. En cas d'impact de la réalisation de demandes prioritaires sur la réalisation des autres prestations, le titulaire en informe l'ARS La Réunion. Un aménagement des prestations retardées voire annulées est mise en place en accord avec l'ARS La Réunion, sur proposition du titulaire.

16.2 PRESTATIONS EN URGENCE EN JOURNÉE

L'ARS La Réunion peut demander très ponctuellement (ex : pollution, signalement sanitaire, suspicion d'acte de malveillance...) au titulaire des prestations à réaliser en urgence, dans un délai inférieur à la journée, dans la limite des heures ouvrées. Ces demandes prennent un caractère prioritaire sur toute autre demande de prestation.

Le titulaire doit les réaliser en priorité sur les autres demandes courantes et transmettre les résultats au fur et à mesure, sans délai. Un aménagement des prestations retardées voire annulées sera fait en accord avec l'ARS La Réunion, sur proposition du titulaire.

Conformément à l'instruction N°DGS/EA4/DUS/2016/88 du 4 mars 2016 relative à l'organisation et au fonctionnement du réseau des laboratoires Biotox-Eaux, l'intervention pourra se faire à la demande de l'ARS La Réunion en concertation avec le laboratoire Biotox-Eaux.

16.3 PRESTATIONS HORS HEURES OUVRÉES

Pour l'ensemble des lots, le titulaire n'est pas soumis à des astreintes de fonctionnement, hors jours et heures ouvrés.

Toutefois, si le titulaire est intervenu durant les jours et heures ouvrés, dans le cadre d'une situation d'urgence sanitaire telle que décrite ci-dessus, **celui-ci peut être sollicité pour le suivi de la situation hors jours et heures ouvrés** (pour la lecture et la transmission de résultats), voire, s'il l'a prévu dans son offre, pour des prélèvements et/ou analyses complémentaires.

Notamment, dans le cadre d'une gestion de crise post-cyclonique nécessitant des suivis de la qualité de l'eau continus dès 24h après le déclenchement de la phase de sauvegarde jusqu'au retour à la normale de la situation, le prestataire peut être amené à travailler en week-end pour la réalisation de prélèvements et d'analyses, sur demande de l'ARS La Réunion.

Également, dans le cas où le prestataire est amené à interpréter des résultats microbiologiques en dehors des jours ouvrés, les résultats devront être intégrés le jour même dans l'occs'eaux et les non-conformités mises en évidence, le cas échéant, communiquées à l'astreinte de l'ARS La Réunion (Cf. annexe 11).

Le titulaire décrit dans son mémoire technique, le dispositif qu'il met en place pour pouvoir honorer ces commandes hors jours et heures ouvrés ainsi que les modalités et le délai de prévenance. Il précise également dans le mémoire technique s'il a la

capacité de réaliser des prélèvements et/ou analyses supplémentaires et lesquelles. Ces informations auront un caractère contractuel.

Le BPU doit faire apparaître des coefficients de majoration pour prendre en compte des prestations réalisées hors jours et heures ouvrés.

16.4 PRESTATIONS EN CAS D'ALÉA CLIMATIQUE MAJEUR

Un aléa climatique majeur est obligatoirement assorti d'un ou de plusieurs bulletins de vigilance météorologiques (cyclones, dépressions...). Dans ces situations (en articulation avec l'article 17.3), le(s) titulaire(s), à la demande de l'ARS La Réunion, met(tent) en suspend le contrôle sanitaire programmé (pour l'ensemble des lots) et se tient à disposition pour réaliser des actes de prélèvements et d'analyses prioritaires commandés par l'ARS La Réunion.

À l'issue de l'évènement, sauf impossibilité technique ou logistique justifiée par le titulaire, celui-ci s'engage à reprogrammer les actes du contrôle sanitaire suspendus.

ARTICLE 17. MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ EN SITUATION EXCEPTIONNELLE

L'activité de contrôle sanitaire est une mission essentielle de santé publique. Or, plusieurs événements survenus ces dernières années ont pu être à l'origine de difficultés d'approvisionnement ou de déplacement (interruption de la distribution en eau et d'électricité à la suite du passage d'un météore, pandémie de la covid-19 entraînant une réduction significative du fret aérien, difficultés d'approvisionnement en fret maritime à la suite de mouvements de grève ou l'incident dans le canal de Suez, manifestations des gilets jaunes...). Le caractère insulaire de La Réunion accroît les risques de perturbations des activités sur des durées plus ou moins longues. Une anticipation de ces perturbations est donc nécessaire.

À cet effet, le titulaire décrit les moyens matériels et humains (spécifiques au lot) déployés afin de garantir au mieux la continuité du service et la réactivité en cas d'urgence sanitaire. Il précisera dans son mémoire technique les modalités de mise en œuvre de cette continuité (consommables, secours électriques, envois des échantillons, échanges avec l'ARS La Réunion...) et les ajustements qu'il est susceptible de proposer dans le cadre d'un événement perturbant l'organisation du fret sur une longue durée. Ces informations auront un caractère contractuel.

A minima, le prestataire est équipé d'un groupe électrogène de puissance suffisante pour la sécurisation des activités essentielles de son installation.

ARTICLE 18. MODALITÉS D'ÉCHANGES DE DONNÉES INFORMATIQUES

L'ARS La Réunion met à disposition du titulaire une plateforme de stockage sécurisée de type « Share point » intitulée « LOOCSEAUX » sur laquelle le titulaire dépose les fichiers suivants :

Plannings de prélèvements intermédiaires, modificatifs et définitifs sous format « csv ». Les informations nécessaires à transmettre via loccs'eaux sont contenues dans ces fichiers sont contenues dans l'annexe n°5 ;

Signalement à la suite d'un ou plusieurs résultats défavorables des mesures des paramètres terrain. Les informations nécessaires contenues dans ces fichiers sont contenues dans l'annexe n°5 ;

Résultats des mesures terrain, sous format « csv ». Les informations nécessaires contenues dans ces fichiers sont contenues dans l'annexe n°5 ;

Fiches de prélèvement sous format « pdf ». Les informations nécessaires contenues dans ces fiches sont contenues dans les annexes n°2A et 2B ;

Résultats d'analyse partiels, sous format « csv ». Les informations nécessaires contenues dans ces fichiers sont contenues dans l'annexe n°5 ;

Résultats d'analyses définitifs, sous format « siaplab.txt ». Les informations nécessaires contenues dans ces fichiers sont contenues dans l'annexe n°6, relative au transfert des résultats analytiques .

La liste des informations nécessaires contenues dans les différents fichiers est susceptible d'évoluer en fonction des besoins.

Le titulaire s'engage à respecter une charte de nommage afin de permettre le traitement des données stockées sur la plateforme.

Par ailleurs, en cas de défaillance du système de traitement des données en lien avec la plate-forme de stockage, le titulaire contacte l'ARS La Réunion par téléphone et fournit l'ensemble des données ci-dessus citées par mail (signalements, non-conformités) selon les formats suivants :

- Plannings de prélèvements intermédiaires, modificatifs et définitifs sous format « csv ».
- Résultats des mesures in situ (sur le terrain), sous format « csv ».
- Fiches de prélèvement sous format « pdf ».
- Résultats d'analyse partiels, sous format « csv ».
- Résultats d'analyses définitifs, sous format « siaplab ».

En ce qui concerne les rapports d'essai, ceux-ci sont transmis sous format « pdf » par courriel vers les boîtes fonctionnelles indiquées par le pouvoir adjudicateur. Les informations nécessaires contenues dans ces fichiers sont détaillées dans l'annexe n°3. Le libellé de l'objet du courriel de transmission contiendra les informations suivantes :

- Code Sise-Eaux de l'usage direct de l'eau
- Date de prélèvement
- Nom du "client payeur" (nom de l'exploitant de l'UGE au sens de Sise-Eaux)

L'accord-cadre est élaboré sur la base des systèmes informatiques internes utilisés pour la gestion des données du contrôle sanitaire par l'ARS La Réunion de La Réunion

à la date de publication du DCE : Sise-eaux, Sise-baignade, Business-object et Loocseaux.

Le ministère de la Santé travaille à la mise à disposition aux ARS La Réunion d'un logiciel national de gestion du contrôle sanitaire des eaux d'alimentation et de loisirs appelé « Aqua SISE ». Ce logiciel, comparable dans ses objectifs à Loocs'eaux, pourrait être amené à être opérationnel dans la temporalité du présent marché.

Cette mise en œuvre sera susceptible d'entraîner des modifications dans les formats des fichiers d'échange entre l'ARS La Réunion et le prestataire. Le prestataire doit alors basculer progressivement sur un format d'échange « EDILABO » du Service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE) dans les conditions et délais définis par le pouvoir adjudicateur.

Pendant la durée de l'accord cadre, des évolutions des systèmes informatiques auront lieu sans qu'il soit possible à l'heure actuelle pour l'ARS La Réunion La Réunion d'indiquer leur spécification.

Le titulaire indique dans son offre ses capacités et les moyens mis en œuvre pour s'adapter aux évolutions citées dans le présent article.

ARTICLE 19. MODALITÉS DE REALISATION DES PRELEVEMENTS

Le titulaire doit être en mesure de réaliser les prélèvements, selon les conditions fixées dans le présent CCP.

19.1 PRÉLEVEURS

Pour chaque lot, le titulaire est responsable du choix et du nombre suffisant des préleveurs.

Il met en place des procédures internes permettant de garantir les compétences de ces personnes (formations internes adéquates) et la maîtrise suffisante des procédures de prélèvement. Sur demande des personnes responsables des installations de production et de distribution, des lignes d'embouteillage, des personnes responsables de la baignade..., le port d'équipements de protection individuels, la signature de plans de prévention ou le suivi de formations spécifiques relatives à la sécurité au travail (exemple : certificat d'aptitude au travail en espace confiné) pourront être demandés.

Il conserve et met à la disposition de l'ARS La Réunion toutes les informations prouvant la formation et la qualification des préleveurs assurant le respect des modalités de prélèvements définies dans le présent marché.

Le titulaire doit fournir pour information la liste nominative des préleveurs et leur qualification dans les 15 jours à compter de la date de notification de l'acceptation du marché. Elle doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe. Tout changement de personnel affecté à la réalisation des prestations de prélèvement doit faire l'objet d'une information préalable auprès de la personne publique contractante.

Les préleveurs désignés par le titulaire doivent porter une tenue vestimentaire adaptée, doivent faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers, des élus et du pouvoir adjudicateur et ne pas générer directement ou indirectement de dégradation de la qualité de l'eau par leur acte de prélèvement.

Le préleveur doit pouvoir être identifié visuellement en tant qu'agissant dans le cadre du contrôle sanitaire confié par l'ARS La Réunion. Le titulaire fera une proposition pour l'identification visuelle de ses préleveurs.

En supplément de l'article 3.6 du présent CCP, le titulaire met à la disposition de ses préleveurs l'intégralité du matériel et des équipements nécessaires aux opérations de prélèvements, de relevés des coordonnées GPS, de mesures de terrain et de transport des échantillons dans les conditions adéquates. Il s'assurera de la maintenance et de l'étalonnage du matériel et tiendra la traçabilité à la disposition de l'Agence Régionale de Santé.

Occasionnellement, l'ARS La Réunion se réserve la possibilité de réaliser des échantillonnages d'eau. Le titulaire assure alors, sur demande de l'ARS La Réunion, la fourniture des flacons nécessaires à l'échantillonnage des eaux.

En cas de défaut sur le flaconnage reçu, signalé par l'ARS La Réunion, le titulaire fait parvenir les compléments à sa charge dans les meilleurs délais.

19.2 ORGANISATION DES TOURNÉES DE PRÉLÈVEMENT

L'ARS La Réunion définit annuellement les programmes de contrôle sanitaire pour l'ensemble des types d'eau à contrôler pour l'année N qu'elle transmet au laboratoire **au plus tard le 30 octobre de l'année N-1**. Ce programme annuel de l'ARS La Réunion est décliné sous forme de programme mensuel.

Sur la base du programme mensuel prévisionnel de l'ARS La Réunion, le titulaire établit un planning mensuel de prélèvements détaillé à la journée. Il le communique à l'ARS La Réunion de la Réunion, via le logiciel LOOCSEAUX (cf. annexe n°5) au plus tard la première semaine du mois M-1.

L'ARS La Réunion la Réunion peut être amenée à demander une modification du planning.

Le titulaire veille à optimiser les tournées de prélèvements en tenant en compte des indications particulières de l'ARS La Réunion signalées dans la programmation.

Le titulaire met à jour régulièrement le planning de prélèvements via le logiciel LOOCSEAUX, avant la réalisation des prélèvements, notamment si la programmation initiale a été modifiée.

Un bilan journalier des prélèvements non réalisés et reportés est transmis à l'ARS La Réunion.

Concernant le lot n°2 (Eaux de loisirs), un bilan mensuel des prélèvements non réalisés et reportés du mois M est transmis à l'ARS La Réunion au cours du mois M+1.

Pour l'exercice des missions qu'elle lui confie, en matière de prélèvement des échantillons, l'ARS La Réunion La Réunion fournit au titulaire :

La liste des points de surveillance par unité de gestion-exploitation (UGE) (cf. annexe n° 8),

Un annuaire actualisé des contacts utiles des responsables de sites où sont réalisés les prélèvements,

Les coordonnées des exploitants destinataires de la facturation.

Dans l'exercice des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire, afin de sécuriser leur traçabilité, le titulaire renseigne et tient à la disposition de l'ARS La Réunion une base d'information mise à jour le cas échéant compilant les informations suivantes :

- Les coordonnées géographiques des points de surveillance ;
- Une photographie prise à l'occasion de chaque prélèvement ;
- Les conditions d'accès aux installations ;
- Les éventuelles difficultés rencontrées pour réaliser les prélèvements d'échantillons dans des conditions satisfaisantes.

Afin de coordonner l'organisation des calendriers de prélèvements, des réunions seront planifiées en tant que de besoin et, a minima, deux fois par an.

19.2.1 Détail des modalités pour les prélèvements d'eaux destinées à la consommation humaine – lot 1

Pour les prélèvements d'eau brute (CAP), le titulaire doit se faire accompagner d'un personnel de l'exploitation. Aussi, le titulaire doit avertir le responsable d'exploitation du site de son passage **à minima 48 heures avant le prélèvement** afin de convenir d'un rendez-vous sur le site.

La méthode de prélèvement est adaptée en fonction de la situation (prélèvement à la canne, au robinet, au gant stérile par immersion ou par tout autre moyen adapté).

Le contrôle ne peut s'effectuer que si la ressource est en fonctionnement.

Dans des cas particuliers signalés par l'ARS La Réunion, le préleveur doit respecter des conditions de réalisation de prélèvement (cf. annotation dans la commande de prélèvement venant s'ajouter ou amender le déroulé habituel - cf. annexe n°7).

Le préleveur renseigne une fiche de prélèvement qui assure la traçabilité des opérations de prélèvement et qui comporte à minima les informations contenues dans l'annexe n°2A et précise les conditions particulières du prélèvement.

Pour les prélèvements en production (TTP), le titulaire doit se faire accompagner d'un personnel de l'exploitation. Aussi, le titulaire doit avertir le responsable d'exploitation du site de son passage **à minima 48 heures avant le prélèvement** afin de convenir d'un rendez-vous sur le site de production.

Le contrôle en production ne peut s'effectuer que si l'unité de production est en fonctionnement.

Le préleveur renseigne une fiche de prélèvement qui assure la traçabilité des opérations de prélèvement et qui comporte à minima les informations contenues dans l'annexe n°2A.

Pour les prélèvements en distribution (UDI) Les points de prélèvements sont des points de consommation habituels d'eau froide. L'eau délivrée par le robinet de prélèvement ne doit pas faire l'objet d'un traitement individuel et doit permettre une parfaite désinfection préalable au prélèvement. Lorsque le point de surveillance est jugé inadapté par le préleveur, il ne réalise pas le prélèvement.

Si besoin, le titulaire peut prendre l'initiative d'ajuster un lieu de prélèvement sous réserve de valider le questionnaire de choix du robinet de prélèvement (cf. annexe 9 : Choix d'un point de surveillance en distribution) et de valider le secteur de distribution en lien avec le responsable distribution d'eau et l'ARS La Réunion. Dans tous les cas, ce réajustement de point de surveillance doit être signalé à l'ARS La Réunion et être indiqué sur la fiche de prélèvement.

De manière exceptionnelle, l'ARS La Réunion peut demander la réalisation de prélèvements sur des robinets non identifiés dans la liste des PSV.

Le préleveur renseigne une fiche de prélèvement qui assure la traçabilité des opérations de prélèvement et qui comporte à minima les informations contenues dans l'annexe n°2A.

Sur la base de mesures ou d'observations terrain données, évocatrices d'un risque sanitaire particulier et précisées en annexe 1, le prestataire prélève des échantillons d'eau supplémentaires (paramètres sous conditions : Cf. Annexe 1A).

Lors de constat d'absence de chlore, pour les prélèvements réalisés sur des robinets de distribution public pour les eaux destinées à la consommation humaine, il est attendu que le préleveur réalise une purge prolongée (à minima de 5 minutes) avant d'échantillonner l'eau traitée.

En cas de non-conformité, de dépassement d'une référence de qualité ou d'anomalie, le titulaire ne diligente le prélèvement de recontrôle que sur demande de l'ARS La Réunion, selon les paramètres, le lieu de prélèvement et le délai d'intervention indiqués par l'ARS La Réunion.

Les recontrôles doivent être réalisés au mieux dans un délai de 48 heures, à défaut, impérativement sous 72 heures après la commande de recontrôle par l'ARS La Réunion sauf en cas d'impossibilité matérielle de réaliser le prélèvement (aléas climatique, accès au point de surveillance impossible...). Le cas échéant, le prestataire doit justifier auprès de l'ARS La Réunion la nature des obstacles rencontrés.

19.2.2 Détail des modalités pour les prélèvements d'eaux conditionnées

Lors de la première semaine de chaque mois, une tournée est planifiée sur chacun des sites de production existants et regroupe l'ensemble des points de surveillance à

contrôler pour le mois, en adéquation avec les plannings prévisionnels d'exploitation hebdomadaires transmis le cas échéant par les exploitants d'eau conditionnée.

Dans le cas où certains produits finis n'étaient pas disponibles le jour de passage prévu, une nouvelle tournée est planifiée la semaine suivante jusqu'à complète exécution du programme prévisionnel mensuel du contrôle sanitaire.

Dans le cas où un contrôle est à réaliser sur l'émergence de la source utilisée pour le conditionnement de l'eau de source ou de l'eau minérale naturelle, un rendez-vous préalable doit être fixé avec le responsable de l'établissement **la semaine précédant le passage** afin de permettre d'accéder aux installations de captage. Les conditions de prélèvement au captage sont les mêmes que celles précisées à l'article 20.2.1 pour les installations AEP.

Le jour du contrôle sur site (et donc en l'absence de contrôle sur la ressource le même jour), le préleveur du laboratoire se présente de manière inopinée à l'accueil de l'usine de production et respecte l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité fixées par l'établissement. Il est accompagné par un personnel qualifié de l'établissement afin de le guider et l'orienter vers les chaînes de production à tester dans le cadre du contrôle sanitaire prévu par l'ARS La Réunion.

Les échantillons d'eau sont prélevés directement en sortie de chaîne de conditionnement sur les produits finis. Le volume total d'eau échantillonné doit permettre de réaliser 2 (deux) analyses supplémentaires de type B4SP sur le même échantillon le cas échéant. Les mesures des paramètres terrain, dont les paramètres organoleptiques, sont réalisées in situ après ouverture d'une bouteille produite dans le même temps que celles échantillonnées en vue de la réalisation des analyses des paramètres microbiologiques, chimiques et physico-chimiques.

La personne accompagnant le préleveur ou le responsable qualité de l'établissement est invitée à signer la feuille de prélèvement des échantillons à analyser.

Concernant les bonbonnes de 18,9 L, celles-ci sont susceptibles d'être prélevées également sur les différents sites de stockage des sociétés distributrices ou directement au point de mise en distribution des consommateurs sur demande spécifique du pouvoir adjudicateur. Enfin, les bonbonnes de 18,9 L vides doivent être restituées après achèvement des analyses aux exploitants dans un délai n'excédant pas deux mois après le prélèvement.

19.2.3 Détail des modalités pour les prélèvements d'eau des industries agro-alimentaires

En ce qui concerne les eaux traitées au sein des usines agroalimentaires et l'eau des réseaux privés, un rendez-vous est pris par le titulaire en lien avec l'ARS La Réunion avec le responsable concerné au démarrage de l'accord-cadre, pour repérer les points de prélèvements qui seront à retenir pour le contrôle sanitaire.

19.2.4 Détail des modalités pour les prélèvements d'eau thermique

Les tournées de prélèvement réalisées au sein d'un établissement thermal comportent des contrôles de la qualité de l'eau au point de surveillance du captage de la ressource d'eau thermique et aux points d'usage utilisés pour délivrer les soins. De manière plus ponctuelle, des prélèvements peuvent être à réaliser sur des points de distribution du réseau intérieur d'eau thermique sur demande expresse du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où un contrôle est à réaliser sur la ressource d'eau thermique, un rendez-vous préalable devra être fixé avec le responsable de l'établissement **la semaine précédant le passage** afin de permettre d'accéder aux installations de captage. Les conditions de prélèvement au captage sont les mêmes que celles précisées à l'article 20.2.1 pour les installations AEP.

Le jour du contrôle sur site des points d'usage (et donc en l'absence de contrôle sur la ressource thermique le même jour), le préleveur du laboratoire se présente de manière inopinée à l'accueil de l'établissement thermal et respectera l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité fixées par l'établissement. Il est accompagné par un personnel qualifié de l'établissement afin de le guider et l'orienter vers les points d'usage à tester dans la cadre du contrôle sanitaire prévu par l'ARS La Réunion. Conformément aux dispositions de l'annexe de la circulaire du 19 juin 2000 relative à la gestion du risque microbien lié à l'eau minérale dans les établissements thermaux, dans les conditions de fonctionnement normal de l'établissement, il ne doit pas y avoir flambage et idéalement le premier jet doit être prélevé pour analyse.

19.2.5 Détail des modalités pour les prélèvements d'eaux de piscine

Les préleveurs en charge du contrôle sanitaire des eaux de piscine doivent se présenter systématiquement à l'accueil de l'établissement afin d'informer le personnel de l'objet de leur visite. Ils invitent leur interlocuteur à présenter le carnet sanitaire.

Une vérification des conditions d'affichage des bulletins de résultat du contrôle sanitaire (présence et mise à jour) doit être assurée par le préleveur et les informations recueillies consignées sur la fiche de prélèvement.

Les prélèvements sont réalisés conformément aux normes en vigueur et directement dans le bassin, en un point situé préférentiellement à l'opposé du refoulement de l'eau recyclée.

Pour certaines installations ne présentant pas une hauteur d'eau suffisante, le prélèvement peut être réalisé directement dans le bac tampon, suivant indication du pouvoir adjudicateur.

Le préleveur renseigne une fiche de prélèvement qui assure la traçabilité des opérations de prélèvement et qui comporte à minima les informations contenues dans l'annexe n° 2.

Les paramètres terrain mesurés sont ceux détaillés dans l'analyse de type PIL3.

En fonction du type de traitement utilisé et des mesures réalisées in situ, des opérations complémentaires (et éventuellement non normalisées) seront à mener, notamment :

- le calcul du chlore libre actif (absence de stabilisant) ;
- la mise en œuvre d'une dilution (excès de désinfectant ou de stabilisant) ;
- l'utilisation de produits neutralisant l'action de certains désinfectants afin de déterminer avec exactitude la teneur en chlore total.

À l'achèvement de l'ensemble des prélèvements et mesures sur site, l'exploitant est invité à viser la fiche de prélèvement. Le préleveur reporte dans le carnet sanitaire les valeurs qu'il aura mesurées.

En cas de dépassement d'au moins une valeur seuil des paramètres terrain un signalement est généré par le titulaire au moyen de l'application « Loocseaux ».

Les prélèvements ne peuvent être effectués que pendant la période d'ouverture au public déclarée par l'établissement et après 9h du matin, ceci à l'exception de certaines installations particulières telles que les bains à remous pour lesquelles un horaire de passage est fixé spécifiquement par le pouvoir adjudicateur, en concertation avec l'exploitant, et transmis au titulaire pour exécution.

Il est recommandé également, dans la mesure du possible et sans compromettre le respect des délais d'acheminement entre le prélèvement et le début de l'analyse microbiologique de l'eau, que les prélèvements soient effectués au moment de la journée où la fréquentation des bassins est la plus forte (disposition précisée dans la norme NF T 90-421).

En cas de non-conformité d'un ou plusieurs paramètres, les recontrôles sont planifiés par le pouvoir adjudicateur et mis en œuvre par le titulaire. Les agents de l'ARS La Réunion demeurent compétents pour réaliser cet acte de prélèvement le cas échéant.

19.2.6 Détail des modalités pour les prélèvements d'eaux de baignade

La qualité des eaux de baignade est déterminée sur la base de résultats d'analyses sur des échantillons prélevés en un point de surveillance défini par l'ARS La Réunion et le gestionnaire. Ce ou ces points de prélèvement(s) toujours identique(s) est (sont) défini(s) dans la zone de fréquentation maximale des baigneurs.

L'ARS La Réunion fixe, en accord avec le titulaire, les dates prévisionnelles des prélèvements et analyses du contrôle sanitaire avant le début de la saison balnéaire.

Le programme annuel des baignades en eau naturelle est décliné par le titulaire en plannings mensuels et doit rester confidentiel. Ces plannings mensuels sont transmis à l'ARS La Réunion sous format dématérialisé.

La fréquence d'échantillonnage doit respecter les dispositions de la directive 2006/7/CE du 15 février 2006, à savoir :

- le prélèvement avant saison doit être réalisé entre 10 et 20 jours avant la date de début de la saison balnéaire pour la baignade concernée ;
- le délai entre deux prélèvements sur un même point de surveillance ne doit pas excéder 30 jours.

Pour le cas des baignades surveillées, le préleveur se présente systématiquement au poste MNS. Il interroge son interlocuteur sur l'état des points de vulnérabilité de la baignade. Il vérifie les conditions d'affichage des bulletins de résultat du contrôle sanitaire (présence et mise à jour). Les informations recueillies sont consignées sur la fiche de prélèvement.

La réalisation des prélèvements doit s'effectuer aux heures où la fréquentation est la plus importante.

Le préleveur doit effectuer la prise d'échantillon en eau de mer en toute sécurité (exemple : pas de prélèvement en cas de flamme rouge pour raison de sécurité, d'orage, de tempête, de fortes houles, d'alerte risque de requins ...).

Lors des opérations de prélèvement d'eau à des fins d'analyse :

- un contrôle visuel de l'environnement de la zone de baignade est réalisé par le préleveur afin d'identifier la présence éventuelle d'hydrocarbures ou de résidus goudronneux, de macroalgues, d'efflorescences phytoplanctoniques, de macrodéchets, de méduses, etc.
- une photographie plan large est réalisée en appui de ce contrôle afin d'identifier la présence de déchets également sur le site, ainsi qu'une photographie d'éventuels arrêtés d'interdiction de baignade.

Le résultat du contrôle visuel est partagé avec les MNS et est consigné sur le registre des MNS.

Toute anomalie doit être signalée immédiatement par téléphone, depuis le site de baignade, à l'ARS La Réunion. Ce signalement est accompagné de la photographie précitée prise sur le site.

Le préleveur note également toutes les observations de terrain ayant un impact potentiel sur les résultats présentés dans le rapport d'analyse (existence de travaux, dysfonctionnement d'un système d'assainissement ou d'un pluvial – cf. points de vulnérabilité baignade-, échantillon possiblement non représentatif du fait de mauvaises conditions de prélèvement, impossibilité de prélever, ...).

Une fiche de prélèvement reprenant l'ensemble des observations de terrain définies dans l'annexe 2B sera transmise pour chaque site de baignade par le titulaire à l'ARS La Réunion au terme de la tournée de prélèvements.

Dans la situation d'un résultat analytique non conforme aux normes de qualité de l'eau de baignade, un prélèvement de recontrôle est systématiquement programmé dès le lendemain sans attendre la commande de l'ARS La Réunion. L'analyse à programmer

est de type BA_24, sauf indication contraire du pouvoir adjudicateur ou lorsqu'un nouveau prélèvement est envisagé dans les 3 jours ouvrés suivants.

En dehors de ces situations, les recontrôles feront l'objet d'une demande précise de l'ARS La Réunion, spécifiant le type d'analyse ou le(s) paramètre(s) à rechercher et l'urgence de réalisation de ce prélèvement et ce, dans des délais très courts inférieurs à 24 heures dans certaines situations.

Si le titulaire a la capacité de proposer dans son offre la mise à disposition d'une méthode interne validée pour des résultats d'analyses bactériologiques en moins de 48h, l'ARS La Réunion la Réunion pourra autant que de besoin demander sa mise en œuvre, notamment dans le cadre des recontrôles.

Lors du contrôle sur site, le titulaire note la présence ou non d'un affichage relatif l'information du public à proximité des plages concernées :

- les derniers résultats d'analyses du contrôle sanitaire.
- les informations concernant les causes précises des éventuelles contaminations des eaux de baignade (cf. synthèse du profil de vulnérabilité de la baignade).

En cours de saison balnéaire, de nouveaux points pourront être créés, le titulaire en sera informé dans les meilleurs délais

ARTICLE 20. MODALITÉS DE RÉALISATION DES PRÉLÈVEMENTS ET DES ANALYSES SUR SITE

Pour chaque lot, le titulaire doit respecter les textes réglementaires, circulaires et référentiels en vigueur en matière de prélèvements d'eau, mesures sur sites et conservation des échantillons, notamment :

- l'arrêté du 19 octobre 2017 modifié relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux qui précise que les récipients contenant les échantillons, les produits chimiques ou méthodes utilisés pour conserver un échantillon en vue de l'analyse d'un ou de plusieurs paramètres, le transport et le stockage des échantillons ainsi que leur préparation en vue de l'analyse ne doivent pas être susceptibles de modifier les résultats de celle-ci par référence aux recommandations des normes d'échantillonnage en vigueur et notamment la norme NF EN ISO 5667-3 (avril 2024) ;
- l'arrêté du 31 décembre 2003 relatif aux conditions d'échantillonnage à mettre en œuvre pour mesurer le plomb, le cuivre et le nickel dans les eaux destinées à la consommation humaine pris en application de l'article R. 1321-20 du code de la santé publique et sa circulaire d'application du 5 février 2004 qui précisent notamment les modalités d'échantillonnage pour le dosage de ces paramètres ;
- la circulaire du 19 juin 2000 relative à la gestion du risque microbien lié à l'eau minérale dans les établissements thermaux.

Pour finir, le titulaire respecte les prescriptions des normes en vigueur et applique les protocoles du dernier référentiel d'analyses du contrôle sanitaire des eaux de l'ANSES.

20.1 FORMULAIRE DE PRÉLÈVEMENT

Le titulaire du lot 1 s'engage à remplir complètement les fiches de prélèvement reprenant les informations décrites dans les annexes 2A à chaque prélèvement.

Le titulaire du lot 2 s'engage à remplir complètement les fiches de prélèvement reprenant les informations décrites dans les annexes 2B à chaque prélèvement.

Dans un délai d'un an au plus tard après le démarrage du marché, le titulaire s'engage à utiliser un support de saisie numérique des informations terrain requises.

Les résultats des mesures réalisées sur site sont obligatoirement reportés sur la fiche de prélèvement.

Le préleveur note sur la fiche de prélèvement toute observation de terrain ayant un impact potentiel sur la prestation, tels que l'existence de travaux, le dysfonctionnement d'un système, le fait qu'un échantillon puisse être non représentatif du fait de mauvaises conditions de prélèvement.

Par ailleurs, les informations figurant sur les fiches de prélèvements sont obligatoirement reprises par le laboratoire en charge de l'analyse dans le rapport d'essai édité.

La fiche de prélèvement devra être visée par la personne accompagnant le préleveur.

20.2 TRANSPORT, CONSERVATION ET CONDITIONNEMENT DES ÉCHANTILLONS

Le titulaire du marché est responsable du conditionnement et de l'acheminement des échantillons aux laboratoires en charge de réaliser les analyses. Il doit garantir que l'échantillon n'a pas subi de variation de caractéristiques pendant l'envoi ou le transport vers des co-traitants ou sous-traitants, notamment s'ils ont recours à des prestataires pour le transport ou l'envoi.

Conformément aux modalités de conservation et d'acheminement définies par la norme NF EN ISO 5667-3, le titulaire du marché doit veiller à préserver toutes les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des échantillons d'eau depuis le point de prélèvement jusqu'au laboratoire où sont réalisées les analyses.

Concernant les échantillons il est attendu l'application de la norme FDT 90 520 correspondant au guide technique de prélèvement pour le suivi sanitaire des eaux en application du code de la santé publique. Par ailleurs, l'application de la norme NF EN ISO 19458 est obligatoire et prévoit, au-delà de 8 h de transport, le contrôle obligatoire de la température. Dans ce cas, le titulaire du marché doit tenir à disposition de l'ARS La Réunion La Réunion les éléments écrits justifiant la traçabilité de l'enregistrement de la température durant le transport.

Concernant les échantillons devant être analysés hors département, le titulaire met en œuvre l'ensemble des dispositions nécessaires au niveau :

- de l'envoi, afin de ne pas excéder 72 heures (48 heures recommandé) entre l'heure du prélèvement et l'heure d'arrivée au laboratoire ;

- de la préparation des échantillons en mettant en œuvre les techniques de conservation nécessaires définies dans l'annexe A de la norme NF EN ISO 5667-3 ou toute autre norme en vigueur afin de disposer de résultats analytiques rendus sous couvert de l'accréditation COFRAC.

Pour chaque lot, le titulaire doit se conformer aux normes précitées et garantir la validité des résultats obtenus au terme de l'analyse des échantillons.

Les laboratoires doivent proposer des volumes de flaconnage optimisés et minimisés tout en respectant les performances analytiques (limite de quantification - LQ).

20.3 TRAÇABILITÉ

Le(s) titulaire(s) du marché public doivent disposer d'un système de traçabilité des données relatives à l'échantillon depuis son point de prélèvement (a minima enregistrement systématique des coordonnées GPS du point de prélèvement, ainsi que la photographie du point de prélèvement) jusqu'à l'émission du rapport d'analyses par le laboratoire.

Dans un délai d'un an au plus tard après le démarrage du marché (dans un contexte de mise en œuvre de l'outil informatique de saisie des données de prélèvement) les coordonnées GPS du point de prélèvement seront communiqués systématiquement via la fiche de prélèvement.

L'ensemble des informations relatives au prélèvement doivent être disponibles instantanément à la demande. Le suivi des envois sera informatisé.

ARTICLE 21. MODALITÉS RELATIVES AUX ANALYSES

21.1 PARAMÈTRES ANALYSÉS ET MÉTHODES D'ANALYSES

Le programme annuel de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire transmis par l'ARS La Réunion au(x) laboratoire(s) prestataire(s) comporte les types d'analyses à réaliser. L'ARS La Réunion se réserve la possibilité de commander l'analyse de paramètres identifiés en « OPTION », en complément des types d'analyses programmés.

Le titulaire du marché doit respecter les textes réglementaires et les normes en vigueur en matière d'analyses d'échantillons d'eau.

Le titulaire doit utiliser les méthodes pour lesquelles il a été agréé et rendre les résultats sous accréditation. Si exceptionnellement, pour des paramètres particuliers tels que les produits phytosanitaires, les cyanotoxines, l'acrylamide... le titulaire ne peut rendre les résultats conformes aux seuils de quantification définis par la réglementation et/ou les résultats sous accréditation, il doit s'en justifier par écrit auprès de l'ARS La Réunion et veiller à adapter sa technique analytique pour répondre à ces exigences.

Le titulaire indique la liste complète des paramètres qu'il est en mesure de réaliser sous accréditation COFRAC.

Pour la liste de pesticides :

Conformément à l'instruction n° DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine, l'ARS La Réunion La Réunion a établi une liste de pesticides à intégrer au contrôle sanitaire.

À partir de la liste de pesticides dite «**LISTE C**», définis dans l'annexe 1A du CCP, **le candidat devra présenter deux listes de pesticides :**

- une «**LISTE D**» des molécules qui pourront être analysées sous accréditation pour le contrôle sanitaire ;
- une «**LISTE E**» des molécules qui ne pourront pas être intégrées au contrôle sanitaire car non analysables ou analysables sans accréditation.

Également, la réglementation identifie des molécules de pesticides caractérisées de « non pertinentes » (Cf. annexe 1A). Celles-ci, bien que recherchées dans le contrôle sanitaire, ne doivent pas être prises en compte dans le calcul des « PESTOT ». La liste des molécules non pertinentes étant régulièrement mise à jour, le prestataire s'engage à adapter le calcul des PESTOT en fonction des évolutions communiquées.

Le titulaire des lots 1 et 2 doit respecter les textes réglementaires suivants en matière d'analyses d'échantillons d'eau et notamment :

- l'arrêté du 19 octobre 2017 modifié relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire et la note d'information DGS/EA4/2019/26 du 6 février 2019 d'application ;
- pour les analyses de radioactivité : l'arrêté du 12 mai 2004 modifié fixant les modalités de contrôle de la qualité radiologique des eaux destinées à la consommation humaine et la circulaire DGS/EA4 n°2007-232 du 13 juin 2007 relative au contrôle et à la gestion du risque sanitaire liés à la présence de radionucléides dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception des eaux conditionnées et des eaux minérales naturelles.

En particulier, le titulaire est attentif au type d'eau analysée (eau brute/eau distribuée) et donne les résultats d'analyses de manière quantifiée, dans la mesure du possible, permettant de statuer sur la conformité.

21.2 DÉLAIS DE MISE EN ŒUVRE DES ANALYSES

Les délais entre le prélèvement de l'échantillon d'eau et le début de l'analyse ne doivent pas excéder les limites décrites par le titulaire à l'acte d'engagement.

Ces délais doivent au moins respecter les délais recommandés ou autorisés par les normes en vigueur et notamment ceux décrits ci-dessous :

- les échantillons destinés aux analyses microbiologiques des eaux de baignade en mer devront êtreensemencés dans un délai n'excédant pas 6h après le prélèvement, conformément à l'annexe VI de l'arrêté modifié du 19 octobre 2017 relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux ;
- les échantillons destinés aux analyses microbiologiques des paramètres définis dans les catégories B (*) & E1 (**) de l'annexe I, G (***) & I1 (**) de l'annexe II, K (*) & N1 (**) de l'annexe III, de l'arrêté modifié du 5 juillet 2016 relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux devront êtreensemencés dans un délai n'excédant pas 12 heures après le prélèvement.

Pour toutes les autres catégories des annexes de l'arrêté modifié du 5 juillet 2016 non citées ci-dessus, les analyses doivent être mises en œuvre conformément aux recommandations des normes en vigueur.

En cas d'impossibilité, le titulaire doit immédiatement s'en justifier auprès du pouvoir adjudicateur.

(*) à l'exception de l'analyse des *Pseudomonas aeruginosa* pour les eaux utilisées à des fins de conditionnement (captage et produit fini) mise en culture réglementairement à partir de 3 jours calendaires après le prélèvement

(**) pour les catégories E1, I1 et N1 respectivement des annexes I, II et III de l'arrêté modifié du 5 juillet 2016, le délai maximal de 12h imposé entre l'heure de prélèvement et l'ensemencement ne s'applique qu'à la détermination des bactéries sulfito-réductrices, de *Legionella*, *Salmonella* et des examens bactériologiques des récipients et systèmes de bouchage destinés aux eaux conditionnées

(***) à l'exception des paramètres microbiologiques des eaux de baignade en mer (*Escherichia coli* et entérocoques) pour lesquels le délai est fixé à 6 h maximum entre l'heure de prélèvement et l'ensemencement

21.3 EXPRESSION DES RÉSULTATS

Il est attendu que le titulaire fournisse pour chaque paramètre mesuré une valeur numérique (ou la mention « inférieur au seuil de détection » sous forme « < 0,25 » par exemple) exprimée dans l'unité correspondante mentionnée dans les annexes 1A à 1D.

En cas de résultat situé entre le seuil de détection et le seuil de quantification, le titulaire doit mentionner la « présence ».

En cas de sommation de résultats obtenus pour chaque paramètre d'un groupe de paramètres précisé par la réglementation (exemple : total ou somme des pesticides ou des THM), si les résultats sont pour chacun des paramètres « présence » ou n'est pas détecté, le rendu de la somme doit être « < SEUIL ».

En cas d'obtention de résultats non interprétables (N.I.), à la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire mettra en œuvre des investigations complémentaires.

21.4 DÉLAIS DE TRANSMISSION DES DONNÉES

Signalement des alertes de terrain : lorsque le titulaire observe une anomalie sur les mesures in situ, il doit informer l'ARS La Réunion par l'émission d'un « signalement » vers l'appliquatif « Looceaux » dans un délai n'excédant pas 2h après le prélèvement pour les EDCH, eaux minérales naturelles & eaux de loisirs (baignades et piscines).

Transmission des résultats des mesures in situ et dépôt des fiches de prélèvement : le titulaire s'engage à déposer dans « Looceaux » ces informations au plus tard 1 jour ouvré après le prélèvement (en l'absence de transmission dématérialisée).

Transmission des résultats partiels : ils sont transmis par injection d'un premier fichier sous format « csv » dans « Looceaux » **dans les 2 jours ouvrés maximum** après le prélèvement pour l'ensemble des paramètres microbiologiques, chimiques et physico-chimiques dont l'analyse est achevée, conformément aux dispositions de l'annexe 10 et toutes les 24 heures dès obtention de nouveaux résultats (*).

(*) : pour chaque dépassement constaté d'une limite ou d'une référence de qualité réglementaire d'un ou plusieurs paramètres et spécifiquement pour les eaux de piscine, en cas d'identifications en cours sur un ou plusieurs paramètres microbiologiques, il est exigé l'envoi sans délai d'un fichier de résultats partiels contenant l'ensemble des résultats disponibles sur l'échantillon concerné afin de permettre un traitement du dépassement par l'ARS La Réunion via l'appliquatif « Looceaux ».

Transmission des résultats définitifs sous format « siaplab » :

- en ce qui concerne les EDCH, les eaux minérales naturelles et les eaux de piscine, le titulaire s'engage à déposer dans « Looceaux » de manière groupée les résultats définitifs des analyses sous format « siaplab » les lundis et jeudis selon les dispositions prévues dans les annexes 4a & 4b du présent CCP ;

- en ce qui concerne les eaux de baignade en milieu naturel, le titulaire s'engage à déposer dans « Looceaux » de manière groupée les résultats définitifs des analyses sous format « siaplab » dans un délai maximal de 2 jours ouvrés après la date du prélèvement.

Sans préjudice des exigences de groupage d'envoi précisées ci-dessus, les délais maximaux à respecter pour l'édition et la transmission des rapports d'essai sont de :

- 2 jours ouvrés à compter de la date du prélèvement des échantillons pour les eaux de baignade naturelle ;

- 6 jours ouvrés à compter de la date du prélèvement des échantillons pour les analyses standards des eaux de piscine, baignades artificielles, et 10 jours ouvrés si analyse des légionelles et/ou des trihalométhanes en sus ;

- 6 jours ouvrés à compter de la date du prélèvement des échantillons pour les analyses microbiologiques et pour les analyses standards dans le domaine de la chimie et de la physico-chimie des eaux destinées à la consommation humaine y compris les eaux minérales naturelles ;

- 10 jours ouvrés à compter de la date du prélèvement de l'échantillon pour l'analyse des légionelles, des trihalométhanes et des métaux en suivi rapide (fer, nickel, manganèse dans les EMN) ;

- 20 jours ouvrés à compter de la date du prélèvement des échantillons pour les analyses complexes (pesticides, radioactivité, COV, (hors THM seuls), BTX, parasites, pfas etc...)

En cas de candidature faisant intervenir un groupement de laboratoires sur un lot, le mandataire est chargé de collecter et transmettre l'ensemble des résultats associés au pouvoir adjudicateur.

Pour chaque lot, le titulaire doit éditer un seul rapport d'essai regroupant les résultats obtenus au titre de la microbiologie, de la chimie ou de la physico-chimie.

La transmission est dématérialisée avec signature électronique.

À la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire peut être amené à produire des rapports d'essai partiels.

Les rapports d'essai des analyses ne doivent pas comporter d'interprétation sanitaire des résultats.